

Bilan social 2016 : des chiffres officiels accablants !

Le bilan social 2016, publié par le ministère, prend une saveur particulière cette année tant les chiffres répondent de fait aux propos inacceptables du gouvernement contre les fonctionnaires.

Trop d'agents ? Il faut supprimer des postes !

Cette politique n'est hélas pas nouvelle puisqu'entre 2006 et 2016, 4370 postes de personnels administratifs ont été supprimés. Un véritable plan social sur le long terme. Inacceptable alors même que tous les services et EPLE sont en difficulté croissante. Une machine à tuer le service public.

Même les critères mis en place par l'administration elle-même ne cachent plus le manque de moyens et donc de personnels. La suppression de 200 postes au budget 2018 ne va qu'accroître les dégradations des conditions de travail de tous.

Favoriser le recrutement sous contrat plutôt que le recrutement sous statut ?

Il y a, à ce jour, 7400 personnels contractuels, qui représentent 10% des personnels ASS, ultra majoritairement en contrat à durée déterminée. Et c'est sans compter les personnels AED affectés en secrétariat d'EPL, les apprentis et autres précaires qui effectuent des missions qui relèvent des corps de personnels administratifs. Malgré le plan Sauvadet contre la précarisation, le nombre de contractuels augmente. Et les projets présidentiels vont amplifier cette situation.



Revoir les rémunérations et favoriser le mérite ?

Les chiffres sont éloquentes sur le tassement des grilles : 800€ entre les SAENES les mieux et les moins bien payés, en clair, 800€ entre l'entrée et la fin de carrière... 400€ pour les Adjoints... De plus, le bilan social illustre l'inadéquation entre les rémunérations et les missions quotidiennes des agents qui font souvent un travail qui relève d'un corps supérieur sans en avoir le salaire. Cette politique de déqualification laisse transparaître une politique de baisse généralisée du coût du travail et donc de nos salaires.

Pour rappel, le protocole PPCR que FO a combattu, mais qui a été imposé grâce à la signature notamment de l'UNSA et de la FSU ne remet pas en question ce tassement des grilles et donc de nos salaires. Bien au contraire.

Quant au mérite, le RIFSEEP n'a fait que l'amplifier. A ce jour, les primes représentent en moyenne 1/5^e du traitement...

Pour FO, cette politique salariale est inacceptable. Les politiques de promotions et de carrière sont en dessous des besoins. Ce n'est pas le plan de requalification 2015/2017 qui a modifié la donne. Il n'y a pas de véritable promotion massive interne des agents : trop peu de postes en liste d'aptitude, souvent sur des critères subjectifs, donc au choix de l'administration, mettant ainsi les collègues en concurrence les uns avec les autres.

Favoriser la mobilité et fluidifier les règles ?

Le bilan social montre un taux de satisfaction aux mouvements ridicule. Le peu de postes offerts et la multiplication des postes à responsabilités particulières ou la Bourse à l'emploi qui laisse la possibilité à l'administration de choisir les agents empêchent une réelle mobilité choisie et participent à la volonté de détruire les CAP et les règles de gestion collectives qui garantissent les droits individuels.

Handicap : des paroles sans les actes §

Une politique du handicap volontariste sur le papier mais aucunement concrète sur le terrain. Des agents en bute à de réelles difficultés pour obtenir un aménagement de leur poste de travail, voire tout simplement une affectation qui prenne en compte leur handicap. Quant à l'allègement des horaires, ce n'est pas appliqué pour les personnels administratifs. Inacceptable !

Ce bilan ne fait que conforter les revendications de Force Ouvrière. Il n'y a qu'une seule réponse pour être entendus :

TOUS EN GREVE LE 22 MARS POUR :

- ✓ **L'augmentation de nos salaires !**
- ✓ **Des créations de postes !**
- ✓ **Une vraie carrière !**
- ✓ **Défendre et améliorer nos statuts, nos garanties collectives et individuelles !**